

C'EST QUOI LES JEUX OLYMPIQUES ? ET POURQUOI ON EST CONTRE

Par le collectif Saccage 2024



**ILS SACCAGENT NOS QUARTIERS
ILS BÉTONNENT NOS JARDINS ET NOS PARCS
ILS PRIVATISENT NOS ESPACES PUBLICS
ILS NOUS EXPULSENT
ILS AMPLIFIENT LE CONTRÔLE POLICIER ET LA SURVEILLANCE
ILS MÉPRISENT LES HABITANT·ES
ILS VANTENT UN SPORT INDIVIDUALISTE ET CONCURRENTIEL**

Nous sommes entré·es en résistance face aux saccages écologiques, sociaux et sécuritaires que provoquent les Jeux Olympiques de Paris en 2024. Nous, habitant·es de Seine-Saint-Denis et de ses alentours, associations et collectifs, sommes rassemblés pour défendre les espaces où l'on vit, où l'on habite, où l'on se rencontre, où l'on tisse des liens et où l'on s'amuse, menacés par la préparation et la tenue de ces jeux. Les différents saccages engendrés par les Jeux Olympiques ne font qu'accélérer les problèmes écologiques et les injustices sociales dans nos villes, et nous privent des moyens de décider collectivement de ce qui nous entoure.

Les Jeux Olympiques sont un cheval de Troie pour les projets destructeurs et inutiles du Grand Paris, et promeuvent un monde où seul le profit compte, où la planète et les corps des athlètes sont exploités sans limite.

Face à cela, nous organisons des manifestations, nous menons des enquêtes sur les différentes conséquences des JO, nous diffusons nos idées sur les réseaux sociaux et dans les rues, nous soutenons des collectifs locaux et les aidons dans leurs actions pour empêcher les travaux... Nous sommes aussi en lien avec les collectifs à Tokyo, Londres, Rio, Los Angeles, en Catalogne, qui ont lutté ou luttent encore contre l'arrivée des JO dans leur région.

DE QUELS SACCAGES ON PARLE ? ON VOUS DONNE QUELQUES EXEMPLES...

Ils saccagent nos quartiers...

A Carrefour Pleyel (Saint-Ouen), entre autres grands travaux pour construire le Village olympique (là où seront logés les athlètes), Grand Paris Aménagement construit pour les JO un échangeur autoroutier à cinq bretelles juste au-dessus de l'école Anatole France qui compte plus de 600 élèves. Il ne faudrait pas que les athlètes et les diplomates soient bloqués dans la circulation pendant les Jeux vous comprenez...

Les pollutions atmosphérique et sonore vont donc énormément augmenter dans un quartier qui est déjà entouré par deux autoroutes. C'est un mépris des personnes qui vivent ou travaillent à Pleyel. Sans compter que les travaux rendent déjà le quartier invivable : le bruit très tôt le matin, la poussière infernale, les rues bouchées, les camions manœuvrant jour et nuit, la mise en danger physique et mentale des travailleurs présents à toute heure pour rattraper les retards du chantier...

Ils vantent un sport individualiste et concurrentiel

Le sport prôné par les Jeux Olympiques n'est pas celui que nous voulons. Nous défendons une activité physique qui apprend l'amitié, la coopération, le respect des corps qui ne rentrent pas dans les moules qu'on leur impose, le soin de soi, des autres, et de l'environnement. Le sport qu'ils prônent est celui de la compétition, du nationalisme, et la plupart des disciplines sont individuelles et non collectives. Il pousse au progrès infini des records des athlètes, ce qui les oblige au dopage et à subir une pression insupportable, voire des violences. Le tout organisé par des clubs et des fédérations sportives qui visent d'abord le profit.

À travers le sport olympique, c'est aussi une idéologie raciste qui est véhiculée (le sport serait la seule "porte de sortie" pour les jeunes du 93 ou des outre-mer), et validiste (via le handi-sport on montre des handicapé·es modèles, qui "se dépassent" pour faire comme les personnes valides, loin de la réalité quotidienne de la plupart des personnes handicapées).

Ils nous expulsent

Pour construire le Village des Athlètes entre Saint Ouen et Saint Denis, 224 résidents d'un foyer de travailleurs immigrés (ADEF) ont été expulsés sans qu'on leur demande leur avis, et une partie seulement sont relogés sur deux sites où il n'y a plus d'espaces communs.

Plus largement, là où il y a des chantiers des JO, les loyers ont déjà commencé à augmenter (+ 15% à Saint Denis déjà en 2022). C'est une façon de nous dire de partir plus loin pour laisser la place aux nouveaux qui ont plus de moyen, et qui eux méritent de vivre ici, dans les bâtiments neufs ou rénovés.

Nous voulons vivre dans des immeubles rénovés : oui ! Avoir de bons commerces autour de chez nous : évidemment ! Par contre, nous ne voulons pas voir nos loyers augmenter, voir nos voisins se transformer en AirBnB. Nous ne voulons pas voir nos commerces changer pour plaire à ceux et celles qui prendront notre place quand on ne pourra plus payer notre loyer.

Ils bétonnent nos jardins et nos parcs et privatisent nos espaces publics

Le Village des médias (là où seront logés les journalistes) est en train d'être construit sur dix hectares du Parc Georges Valbon à Dugny/La Courneuve. À Taverny, c'est une immense piscine d'entraînement des JO que l'on construit sur trente hectares de bois, en fermant les deux piscines de proximité. Un parc public n'est pas assez rentable... Il faut le bétonner, le vendre à des promoteurs immobiliers, et puis remettre quelques arbres et deux pelouses dans un nouvel "éco-quartier" ou un "centre nautique olympique" inaccessibles aux habitant·es actuel·les ! Au mépris de celles et ceux qui vivent et utilisent ces espaces verts : les oiseaux, les amateur·rices de cerf-volants, les clubs de chars à voile, les hérissons, les crapauds calamites, les baladeur·ses du weekend...

Et c'est la même chose à Aubervilliers, où les jardinièr·es des Jardins Ouvriers des Vertus se sont vu prendre la terre qu'ils cultivaient pour la piscine d'entraînement des JO (grâce à leur lutte, ces terres ne seront pas bétonnées mais pour l'instant elles ont tout de même été enlevées aux jardinièr·es et privatisées). La piscine des JO sert à la gentrification de tout le quartier du Fort d'Aubervilliers : gare du Grand Paris Express et ses nombreux bureaux qui arrivent, nouvel "écoquartier" en construction juste à côté, "rénovations urbaines" qui servent surtout à expulser 400 familles et réduire le taux de logements sociaux de la ville...

Ils méprisent les habitant·es

Nous n'avons eu aucun mot à dire sur ces énormes changements dans nos espaces quotidiens. Quelques consultations publiques par ci par là, souvent annulées pendant la crise sanitaire, et surtout très peu communiquées. Les décisions se prennent dans des réunions hors de la Seine Saint Denis, par des responsables souvent méprisant·es vis-à-vis de la population du 93, voire racistes (et même des anciens vendeurs d'armes, comme le président des JO Thomas Bach). On ne dit pas ça en l'air. À l'intérieur des organisations olympiques, et surtout de la Solideo (maitre d'ouvrage olympique), on peut entendre des choses comme : "Qu'est-ce qu'on va aller aider les Noirs en Seine-Saint-Denis ?" ou quand il a été question de déplacer les bureaux de la Solideo qui sont à Paris : « On ne va pas aller en Seine-Saint-Denis. Les femmes ne pourront pas rentrer le soir sans prendre le risque de se faire violer. » (source : article Médiapart). En sachant ça, on comprend mieux pourquoi toutes les décisions sont prises sans concertation avec les habitants et habitantes. Nous revendiquons que c'est à nous, qui habitons nos quartiers, de décider les modifications à y apporter.

Ils amplifient le contrôle policier et la surveillance

Nous avons déjà remarqué les caméras de surveillance qui se multiplient, les commissariats de police qui ouvrent. Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin annonçait, en octobre 2022, 15 000 caméras de surveillance de plus pour 2024, la création de nouvelles unités de police et de CRS, la mobilisation de l'armée et d'une milice privée des JO. Tout cela va rester après les deux semaines de Jeux.

Mais ça ne concerne pas que la Seine-Saint-Denis ! Les JO sont aussi l'occasion d'autoriser de nouvelles technologies de surveillance en France. Dans les éditions précédentes, comme au Japon, c'est notamment la reconnaissance faciale en temps direct qui a été autorisée sur tout le territoire à l'occasion des Jeux de Tokyo. D'autres technologies sécuritaires sont en train d'être testées pour les JO 2024, comme des algorithmes de détection des "comportements anormaux", les drones, les caméras embarquées, et autres "innovations" d'entreprises sécuritaires pour qui les Jeux sont surtout l'occasion d'une vitrine internationale.

Les capacités de surveillance et de contrôle policier sur la population sont en train de faire un bond de géant avec les Jeux Olympiques, et il sera extrêmement difficile de revenir sur ces installations après 2024.

**POUR NOUS REJOINDRE ENVOYEZ UN MAIL À
SACCAGE2024@PROTONMAIL.COM
ON VOUS INVITERA A NOTRE PROCHAINE RÉUNION !**

**POUR PLUS D'INFORMATIONS RENDEZ-VOUS SUR
NOTRE SITE [HTTPS://SACCAGE2024.NOBLOGS.ORG/](https://saccage2024.noblogs.org/)
ET SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX @SACCAGE2024**